COMMUNE DE VILLERS-CAMPSART

PROCES-VERBAL
du Conseil Municipal du 21 juin 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le vingt-et-un juin, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Philippe WATELAIN, Maire.
Etaient présents : Mesdames Claudine ALLART, Christine CLERENTIN Agnès WAMBEKE, Messieurs Michel BOUTILLIER, Simon LAMORY et Philippe WATELAIN

Etaient absents : Messieurs Julien FOURDRINIER, Christophe GILLES, Julien PRE et Bernard TETELIN

Secrétaire de séance : Madame Agnès WAMBEKE

ORDRE DU JOUR :

1. **Approbation du procès-verbal du 12 avril 2024**
2. **Délibération : Changement de dénomination FDE 80**
3. **Délibération : Actualisation des statuts de la CC2SO**
4. **Délibération : Achat « ancien café »**
5. **Questions diverses**

* *
*

Il est procédé à l'appel nominal des conseillers. Le quorum est constaté.

1. Approbation procès-verbal du 12 avril 2024

Il est donné lecture du procès-verbal de la réunion de conseil en date du 12 avril 2024.
Ce PV n'apporte aucune remarque.

Le procès-verbal de la séance du 12 avril 2024 est approuvé à l'unanimité

2. Changement dénomination de la FDE 80 :

Monsieur le Maire précise que la Fédération Départementale d'Energie de la Somme souhaite changer de dénomination et fait lecture du courrier reçu.

Par délibération du 16 février 2024, le Comité de la Fédération a approuvé le changement de dénomination de la Fédération Départementale d'Energie de la Somme pour devenir « Territoire d'Energie Somme ».

Il appartient aux communes adhérentes de se prononcer sur ce changement de dénomination.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité se déclare :

FAVORABLE au changement de dénomination de la Fédération Départementale d'Energie de la Somme pour devenir « Territoire d'Energie Somme ».

3. Actualisation des statuts de la CC2SO :

Le Maire informe qu'en début d'année, la Préfecture de la Somme a demandé à la CC2SO de réaliser un travail de refonte des statuts de la CC2SO afin d'intégrer les nouvelles compétences prises depuis 2019 (la compétence Mobilité au 1er juillet 2021, les items 4, 11 et 12 dans le cadre de la compétence Gemapi à compter du 10 novembre 2022 et la compétence Assainissement collectif à compter du 1er janvier 2024).

Mr le Maire fait lecture du courrier reçu présentant les nombreuses compétences de la CC2SO.

Il est précisé que par délibération n° 11-2024 en date du 8 avril 2024 la CC2SO a :

- approuvé l'intégration de la compétence Mobilité, des items 4, 11 et 12 dans le cadre de la compétence Gemapi et la compétence Assainissement collectif dans les statuts actualisés de la CC2SO.

- invité les communes à délibérer pour approuver les nouveaux statuts dans un délai de trois mois à compter de la notification de leur délibération.

Il nous est donc demandé aujourd'hui de délibérer pour approuver les statuts actualisés qui intègrent ces trois compétences.

Après délibération, le conseil municipal à l'unanimité,

APPROUVE les nouveaux statuts présentés de la CC2SO intégrant par délibération n°11-2024 en date du 8 avril 2024 la compétence Mobilité, des items 4, 11 et 12 dans le cadre de la compétence Gemapi et la compétence Assainissement collectif.

INVITE Monsieur le maire à transmettre la présente délibération à la CC2SO.

4. Achat « ancien café » :

M. le Maire expose au conseil que l'immeuble sis 1 Place de l'Eglise à VILLERS-CAMPSART, Cadastéré Section C Numéro 287, d'une surface de 333 m², est à vendre.

Cela correspond à l'ancien café avec une petite cour et des dépendances en très mauvais état.

Les services des Domaines, en accord avec Mr le Maire, ont estimé le bien à la somme de 6.750 €. Cette estimation prenant en compte la couverture et dettes.

Mr le Maire indique avoir visité l'immeuble à l'occasion de la visite pour l'estimation et que l'immeuble nécessite la pose d'étais au niveau des grosses poutres.

Qu'il conviendra de faire venir une entreprise pour débarrasser les lieux et propose de solliciter Mr Guy LEVILLAIN. Qu'il conviendra encore de procéder à la couverture provisoire du toit par bâches ou tôles.

L'autre partie cadastrée section C n° 288 d'une surface de 457 m² correspondant à un garage et un jardin attenant à l'ancien café est en indivision et est en attente d'une suite à donner.

Sur interrogation de Mme CLERENTIN, Mr le Maire indique que l'immeuble pourrait prochainement devenir la future Mairie avec un logement à l'étage. Il rappelle qu'il est obligatoire pour une Mairie d'avoir une pièce dédiée aux archives de la commune.

Mr BOUTILLIER rappelle qu'il y avait sur cette propriété une cuve à essence. Mr le Maire précise qu'elle se situe côté église, qu'elle est enterrée et d'une contenance d'environ 1000 à 1500 litres.

Mme ALLART indique que la partie jardin dans la cour a été débarrassée. Mr le Maire précise qu'effectivement cela avait été fait en vue de l'évaluation du bien.

Mr le Maire propose de solliciter Me STAMPER pour procéder à la transaction. L'ensemble des membres présents sont d'accord.

Mr le Maire indique avoir demandé à l'entreprise SCELLIER une estimation pour couvrir provisoirement le toit avec des bâches et qu'un montant de 3.000 € a été avancé pour 150 m² de couverture.

Il indique qu'il est également possible de faire une couverture provisoire en tôles déclassées ce qui serait moins cher ou alors trouver des tôles d'occasion en lot et avoir un devis avant celui du couvreur. Il précise que le toit est à 2 pentes. Il précise encore que dans le cas des tôles, la commune pourra les récupérer par la suite.

Mr le Maire indique qu'il n'est pas autorisé de démolir les murs en brique du café sur 13 mètres de long et 7 mètres de large.

Mr BOUTILLIER indique que de mémoire il y aurait une petite cave.

En conséquence et dans le cadre d'un futur projet d'aménagement au centre du village, Monsieur le Maire propose au conseil d'acquérir ce bien.

Le conseil,

Vu l'article L 1111-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), qui permet aux communes d'acquérir à l'amiable des biens et des droits à caractère mobilier ou immobilier.

Vu l'inscription au budget primitif du montant nécessaire à l'acquisition,

Vu l'estimation du bien réalisée par le service des Domaines,

Après avoir entendu l'exposé de M. le maire :

Autorise M. le maire à faire toutes les diligences nécessaires pour aboutir à l'acquisition de cet immeuble pour un prix maximum de 6.750 € ;

Désigne Maître STAMPER, Notaire à LIGNIERES-CHATELAIN, à effet d'établir les actes nécessaires à l'acquisition de ce bien.

5. Questions diverses :

Stade : Mr le Maire indique avoir reçu un courrier de Mme Sandra FOURDRINIER qui souhaite louer une partie du stade pour y mettre son cheval.

Mme CLERENTIN relève que cela permettra un entretien du stade.

Mr le Maire précise qu'une partie pourra être réservée à M. DUMENIL pour faire du foin.

L'ensemble des membres présents sont d'accord sur ces deux propositions.

Concernant la demande de subvention faite pour les travaux de la cuisine : Mr le Maire indique que le Département n'a plus les fonds nécessaires pour attribuer une subvention. Qu'un nouveau programme sera voté en fin d'année pour 2025 à 2027 et que nous pourrions obtenir une aide à hauteur de 40 %.

Les devis que nous avons pour le matériel ne seront pas pris en compte. Le montant minimal pour déposer un dossier est de 5000 € HT. Il conviendrait de préparer un dossier de demande de subvention en décembre pour les travaux qui seront faits par les artisans.

Il précise qu'actuellement le lave-vaisselle et le four sont déjà en place. Il indique qu'il faudra s'interroger sur l'état de la porte arrière de la salle. Concernant la hotte il propose d'attendre la fin de l'année.

L'ensemble des membres présents sont d'accord pour déposer une demande de subvention en fin d'année.

Travaux vitesse : Mr le Maire indique avoir participé à une réunion récemment avec la FDE. Que dans un premier temps les deux plateaux seront installés, coté sortie Oisemont et sortie Hornoy le

Bourg. Les feux de récompense seront installés plus tard. Le Maire indique revoir la FDE prochainement. Il précise devoir signer une convention avec le Département (Agence Routière) et qu'il faudra la transmettre pour obtenir la subvention de 40 %. Il rappelle que la maîtrise d'œuvre (Mr BRAILLY) est également subventionnée.

Mr le Maire indique qu'au retour de la convention il conviendra de procéder aux appels d'offres. Qu'au vu des montants, de simple devis seront nécessaires et qu'ils seront proposés aux membres du conseil pour décision à prendre.

Sur interrogation de Mme CLERENTIN, Mr le Maire indique que l'on doit passer par la FDE pour l'installation des feux et que c'est aussi la FDE qui s'occupera du dépôt du dossier de demande de subvention.

**L'ordre du jour étant épuisé,
Monsieur le Maire lève la séance à 21h15**

Philippe WATELAIN
Maire

Agnès WAMBEKE
Secrétaire de séance